

Directive-cadre services

♦ Le Chancelier Schüssel, exerçant la présidence autrichienne de l'Union pour les six prochains mois, a souligné l'importance d'une approche "équilibrée" et indiqué qu'il rechercherait un accord des partenaires sociaux sur la proposition de directive-cadre.

Le président Barroso a, également, souhaité une approche équilibrée, mais estimé qu'au regard de l'importance économique du secteur, il serait difficile de prendre au sérieux le souhait de l'Union d'améliorer l'emploi et la croissance si aucun résultat tangible n'intervenait sur la directive services.

Lors de sa rencontre avec la chancelier Schüssel, le 11 janvier dernier, la Confédération européenne des syndicats (CES) a remercié celui-ci de son intention d'impliquer les partenaires sociaux dans les discussions sur la directive services. La CES a, également, rappelé, qu'elle voulait "une directive qui ne soit pas fondée sur le discrédité principe du pays d'origine, mais qui respecte les conventions collectives, la législation du travail et les services d'intérêt général".

Pour sa part, le 12 janvier dernier, le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) a salué la volonté de M. Schüssel et regretté "qu'une telle consultation des partenaires sociaux n'ait pas eu lieu en amont de la proposition initiale de la Commission".

♦ Au Parlement européen :

- Le débat et le vote en plénière sur le projet de directive aura lieu le 14 février.

- Le bureau politique du groupe PPE (Parti populaire européen) a approuvé, le 13 janvier dernier, une résolution sur la directive-cadre services dans laquelle il appuie le résultat du vote de la commission marché intérieur (voir bulletin 184/185) incluant "les services publics ouverts à la concurrence dans le champ d'application de la proposition" législative. Il estime que les SIEG constituent "un secteur économique vaste, dans lequel les entreprises innovantes, et spécialement les PME, devraient bénéficier de la liberté que la directive fournit". Il estime, également, que les amendements du PPE faciliteront "la prestation transfrontalières de services tout en assurant que les autorités publiques puissent continuer à protéger les intérêts légitimes des citoyens, particulièrement dans les secteurs de la santé, de la sécurité, de l'environnement et du travail". La directive s'appliquera donc "sans préjudice de la législation sur le travail et la sécurité sociale" assure le PPE.

- Le groupe GUE/NGL (Gauche unitaire européenne et Gauche verte nordique) a organisé une réunion avec des élus européens, nationaux et locaux ainsi que des acteurs sociaux et des militants syndicaux, le 13 janvier dernier, sur la stratégie à adopter pour le vote en plénière sur la proposition de directive-cadre, prévu mi-février. Si la majorité des participants a penché pour son rejet en bloc, quelques voix ont douté de l'efficacité d'une telle solution.

♦ Le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) a interpellé les parlementaires européens, le 9 janvier dernier, pour souligner que la proposition de la Commission n'est pas équilibrée en ce "qu'elle ne fait en aucune façon référence à l'existence de services de nature spécifique car soumis à des obligations de services public .../...

Services framework-directive

♦ Chancellor Schüssel, the Austrian presidency of the Union for the next six months, stressed the importance of a "balanced" approach to the framework directive on services and indicated that he would seek an agreement from social partners on the proposal.

President Barroso also, wished for a balanced approach, but deemed that in the light of the economic importance of the sector, it would be difficult to take seriously the wish of the Union to improve employment and growth situation in the absence of any tangible results on the services directive.

During a meeting with Chancellor Schüssel, on 11th January 2006, the European Trade Union Confederation (ETUC) thanked the Chancellor for his intention to involve social partners in the discussions on the services directive. ETUC, also pointed out that it wished for "a better Services Directive, not one based on the discredited country of origin principle but one which respects collective agreements, labour law and services of general interest".

For its part, the CEEP (the European Centre of Enterprises with Public Participation and of Enterprises of General Economic Interest) welcomed, on 12th January, the Chancellor. Schüssel's willingness and regretted "that such a consultation of social partners had not been done prior to the initial proposal of the Commission".

♦ At the European Parliament:

- The plenary debate and vote on the draft directive will take place on 14th February.

- On the 13th January the political bureau of the EPP group (European People's Party) approved a resolution on the services framework-directive in which it backs the result of the vote by the internal market committee (see bulletin 184/185) which includes "public services open to competition in the scope of the application of the proposal". It considers that SGEI constitute "a vast economic sector, in which the innovating companies, and in particular SME, should benefit from the freedom that the directive provides". It also deems that EPP amendments will facilitate "the cross-border services provision whilst ensuring that public authorities continue to protect the legitimate interests of the citizens, particularly in sectors of health, safety, the environment and labour". Thus, the EPP reassures that the directive will be implemented "without any impairment to the labour law nor to the social security"

- group GUE/NGL (European United Left and Nordic Green Left) organised a meeting with national and local European elected representatives, as well as social actors and trade-unionists, on 13th January, on the strategy for the coming plenary session vote on the proposal for a framework directive, scheduled for mid-February. Though the majority of participants favoured its total rejection, a few expressed concern on the effectiveness of such a solution.

♦ The CEEP (the European Centre of Enterprises with Public Participation and of Enterprises of General Economic Interest) called on the European members of Parliament, on the 9th January, to stress the fact that the Commission's proposal was not balanced in that "it makes no reference to the existence of some specific services since they are subjected to public service obligations .../...

à l'initiative des autorités publiques, en particulier des Etats membres, afin de garantir la réalisation d'objectifs d'intérêt général Il ne s'agit pas de soustraire ces services d'intérêt économique général de tout encadrement communautaire, mais de reconnaître que, parce qu'il sont assujettis à des exigences spécifiques d'intérêt général, les règles du droit commun ne peuvent pas leur être appliquées en l'état".

♦ La CES appelle à manifester le 14 février devant le Parlement européen à Strasbourg.

Services portuaires

Les parlementaires européens ont rejeté massivement, le 18 janvier dernier, la proposition de directive visant à libéraliser les services portuaires. Le commissaire Barrot, en charge des transports, a indiqué qu'il allait proposer à la Commission de "tirer toutes les conséquences de ce vote" et promis de mener un travail en concertation avec tous les acteurs concernés (Etats, opérateurs, utilisateurs syndicats) et le Parlement, pour jeter "les bases d'une véritable politique européenne des ports". Rappelons que le Parlement s'était déjà opposé à une proposition en ce sens de la Commission en novembre 2003.

Perspectives financières de l'Union

Le 18 janvier dernier, les parlementaires européens ont rejeté massivement la position du Conseil européen de décembre dernier sur les perspectives financières de l'Union pour la période 2007/2013 (voir bulletin 187). Il estime que celle-ci "ne dote pas l'Union des moyens nécessaires pour assurer la prospérité, la compétitivité, la solidarité et la cohésion", ni ne donne les moyens de "relever les nouveaux défis". Le Parlement s'est dit prêt à engager des négociations constructives avec le Conseil "à condition que la présidence autrichienne ait un réel mandat de négociation". Pour sa part, et pour faciliter les négociations, la Commission présentera une proposition le 1er février. Rappelons que l'accord du Parlement est nécessaire pour permettre l'adoption définitive des perspectives financières.

Cour de justice

Dans un arrêt C-344/04 du 10 janvier 2006, la Cour dit que le règlement CE n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol est valide. Sur les arguments invoqués, la Cour a considéré que le règlement est compatible avec la convention de Montréal (unification de certaines règles relatives au transport aérien), qu'il n'est pas entaché de vice de procédure, qu'il respecte l'obligation de motivation et le principe de sécurité juridique, qu'il respecte les principes de proportionnalité, et d'égalité de traitement quelles que soient les politiques des prix pratiquées par les compagnies aériennes. En revanche, la situation des entreprises intervenant dans le secteur d'activité de chacun des modes de transport n'est pas comparable.

La Cour avait été saisie à titre préjudiciel par la Haute Cour de justice d'Angleterre et Pays de Galles suite à la question posée par deux associations de compagnies aériennes (IATA regroupant 270 compagnies et ELFAA regroupant 10 compagnies à bas prix) de la validité du règlement.

on the initiative of public authorities, in particular, that of Member States, in order to guarantee the achievement of general interest objectives. The aim is not to exclude services of general economic interest from any Community framework, but to acknowledge that, since they are subjected to specific general interest prerequisites, common law requirements, *per se*, cannot be applied to them".

♦ ETUC is calling for a demonstration in front of the European Parliament in Strasbourg on 14th February.

Port services

On 18th January, European members of Parliament massively rejected the proposal for a Directive aiming at liberalising port services. Commissioner Barrot, responsible for transports, indicated that he was going to suggest to the Commission "to draw all pertinent conclusions from this vote" and promised to undertake consultation process with all concerned actors (States, operators, users, trade unions) and the Parliament, to lay down "the foundations of a genuine European policy for ports". It should be recalled that the Parliament had already rejected the Commission's proposal in this direction, in November 2003.

Financial prospects for the Union

On 18th January, European members of Parliament massively rejected the position of the European Council of last December on the financial prospects for the Union over the period 2007/2013 (see bulletin 187). The Parliament considers that such a position "does not equip the Union with the necessary means to ensure prosperity, competitiveness, solidarity and cohesion", nor does it give it means "to take up new challenges". It said it was ready to engage in constructive negotiations with the Council "provided that the Austrian presidency has a real negotiating mandate". On its part, and in order to facilitate negotiations, the Commission will present a proposal on 1st February. The Parliament's approval is necessary to allow for the final adoption of the financial prospects.

Court of Justice

In a judgement C-344/04 of 10th January 2006, the Court deems valid regulation EC n° 261/2004, laying down common rules in matters of compensation and assistance to passengers in the event of denied boarding and flight cancellations or long flight delays. As regards arguments invoked, the Court considered that the regulation is compatible with the Montreal convention (unification of certain rules regarding air transport), that it has no procedural defects, that it respects the obligation of reasoning and the principle of legal certainty, that it respects the principles of proportionality and of equal treatment regardless of pricing policies practised by the airline companies. However, the positions of the firms involved in the branch of industry of each one of the means of transport are not comparable.

The matter had been submitted to the Court as a preliminary ruling by the High Court of Justice of England and Wales following an application, by two associations of airline companies (IATA with 270 companies and ELFAA with 10 low fares companies) on the validity of the regulation.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*..